

COP21 : des symptomatiques changements climatiques

Par Yann Batailhou, le 20 décembre 2015

Pour comprendre pourquoi la COP21 ne conduira à rien de bien, il est absolument capital d'intégrer une théorie importante : le changement climatique est abordé comme s'il était le problème essentiel... le problème de fond... le problème de base. Mais ce n'est pas juste ! Le changement climatique est un indicateur... Un indicateur fort, certes, mais un indicateur. Et c'est comme cela qu'il faut l'appréhender, comme un indicateur, un symptôme. Notre société malade génère des symptômes. Et l'humanité est malade d'une chose terrible : la cupidité. Et sa cupidité la conduit à transgresser toutes les lois de l'écologie l'amenant vers une seule et même attitude : la pollution et la destruction de la planète.

Notre principal problème, source de la plupart des symptômes environnementaux, même sociaux, même médicaux, est la pollution et la destruction de la planète. Ensuite, nous dépensons une énergie folle à résoudre des symptômes sans y parvenir car nous sommes trop rattachés à nos valeurs pécuniaires. Ces « valeurs » qui nous aveuglent à tel point que nous ne voyons pas (pour ceux qui sont dans l'inconscience), ou ne voulons pas voir (pour ceux qui sont dans le déni), ou que nous ignorons (pour ceux à qui le « crime » profite) la principale cause de nos malaises et de nos malheurs : la pollution et la destruction de la planète par l'humanité. Et nous partageons tous cette maladie, partout dans le monde, exceptés par quelques peuples autochtones aujourd'hui relativement isolés. Cette maladie est contagieuse et s'est répandue depuis nos origines sur tous les continents, dans tous les pays... et pas davantage en Amérique et en Chine qu'en France ou ailleurs.

Parce qu'il est aussi de coutume de montrer du doigt celui qui fait pire que nous. Parce qu'il est facile de se dire que « si l'autre fait pire que moi, je peux continuer à me comporter comme un dévastateur sur cette surface du globe terrestre qui *m'appartient* ».

Mais le fait de polluer et de détruire la planète est une attitude cosmopolite. Elle n'a pas de frontière. Cette attitude permanente et omniprésente entraîne des répercussions que nous identifions comme étant des problèmes à part entière alors qu'il s'agit d'indicateurs. La Nature nous alarme ! Elle nous alerte ! Et nous restons sourds et aveugles face à ses innombrables signaux : eau polluée, air pollué, érosion de la biodiversité, dysfonctionnements des équilibres naturels (chaînes alimentaires ;...), invasions d'espèces exogènes, pénuries de ressources (halieutiques,...), dégradations des paysages, apparition et multiplication de maladies (grippe aviaire, cancers notamment chez les agriculteurs exposés aux pesticides, systèmes immunitaires défaillants, allergies, cas de naissances prématurées de plus en plus fréquents,...),... et changements climatiques (pluies diluviennes, hausses des températures, inondations, tornades, tempêtes,...). Parce que nous polluons et détruisons la planète, nous en subissons les répercussions... et le changement climatique en est une. Le changement climatique est un symptôme.

Et nous créons autant de commissions et de conférences que nous observons de symptômes.

Imaginez-vous par exemple si nous luttons contre le cancer de la même manière. Imaginez que, plutôt que de mobiliser nos ressources (financières, humaines, technologiques, ...) sur le vrai problème (le cancer), nous nous dispersions en différentes commissions sur ses nombreux symptômes : une commission pour le symptôme de perte d'appétit, une commission pour le symptôme de déshydratation, une commission pour le symptôme de fatigue, une commission pour le symptôme de nausées, une commission pour le symptôme de constipation, etc. On peut, et on doit, soulager les symptômes qui sont parfois douloureux. Mais on ne résoudra pas les différents symptômes (appétit, déshydratation, fatigue, nausées, constipation, etc.) si on ne résout pas le problème : le cancer.

Donc on ne résoudra pas les différents symptômes (eau polluée, air pollué, érosion de la biodiversité, déséquilibres écologiques, invasions d'espèces exogènes, pénurie des ressources, dégradations des paysages, santé publique en danger, ..., et changements climatiques) si on ne résout pas le problème : la pollution et la destruction de la planète par l'humanité.

À la COP, pour la 21^{ème} fois, nous nous sommes focalisés sur un symptôme. Et comme nous ne sommes pas prêts de régler ne serait-ce qu'un seul symptôme, on est très loin d'avoir réglé notre principal problème. Et nous allons continuer d'endurer ces symptômes... douloureux. Mais, pour certains, qui se croient à l'abri, symptômes et problème sont loin d'être leurs principaux soucis... Ils ont d'autres intérêts à défendre. Alors, il sera pour eux hors de question d'adapter nos systèmes économiques et sociaux en conséquence de notre problème majeur.

Il y'a quand même un fait qui nous dérange : c'est que l'homo sapiens (l'homme « sage ») a réussi à modifier le climat... Et ça, c'est pas n'importe quoi ! Ce n'était pas à la portée de toutes les espèces ! Il fallait quand même le faire... ou pas... car ce qui peut nous titiller c'est que partent en éclats nos engagements de « développement durable » auprès des « *générations futures* » (Rapport Brundtland, 1987 ; Sommet de la Terre de Rio, 1992). Générations futures pour lesquelles il était question d'« *emprunter la Terre* » et non pas de la détruire, de la piller, de la massacrer... Générations futures qui vont devoir à leur tour emprunter cette Terre héritée de leurs parents, alors devenue une Terre brûlée. Rappelez-vous : « *Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants* », ...

Mais qui étaient ces générations futures ? Le Sommet de la Terre à Rio qui reprenait et mettait en avant cette notion date déjà de 1992. Depuis, les générations futures ont grandi ou ont vu le jour. Beaucoup d'entre nous en font partie. Et si cette promesse n'était qu'un mensonge, ne pouvons-nous exiger que l'on nous rende des comptes ? Mais ce temps-là n'est pas encore venu, semble-t-il. Alors, nous pouvons dire librement, je pense, que leurs grand-messes de COP(s) et autres ne sont que de la poudre aux yeux. Elles serviront plus tard à dédouaner certains dirigeants, certains haut-fonctionnaires ou autres, qui chercheront à se retrancher derrière le fait d'avoir proposé de tenter quelque chose.

Et pour illustrer mon propos, voici qu'au 8^{ème} jour d'ouverture de la COP21, une certaine *Laurence Tubiana* (« négociatrice » française) se satisfait de dire : « *Nous aurions pu être meilleurs, nous aurions pu être plus mauvais. L'important, c'est que nous avons un texte* ». Une façon élégante de dire que nous avons encore « pisser de l'encre ». Vous noterez aussi le « *Nous aurions pu être meilleurs, nous aurions pu être plus mauvais* » : je trouve cette phrase d'un cynisme incroyable au regard de la situation actuelle. Désormais, il n'y a plus qu'une seule possibilité, une seule solution : devenir meilleur. Mais est-ce bien de la part d'un fonctionnaire du gouvernement que l'on peut espérer cela ? (A ce propos, souvenons-nous du superbe et émouvant discours de *Severn Cullis-Suzuki* lors du Sommet de la Terre en 1992. Malheureusement toujours d'actualité, ce discours est à découvrir ou redécouvrir sur [youtube.com](https://www.youtube.com/watch?v=...))

Parce que si nous voulons résoudre le problème, qui en fait est un symptôme, il va falloir remettre en question tous nos systèmes : économiques, sociaux, mais aussi nos « chers » critères de reconnaissance sociale, notre façon de gérer les territoires ainsi que les espaces naturels, agricoles et forestiers... Il va falloir tout remettre en question... et surtout arrêter de polluer et détruire la planète.

Pour arrêter de polluer, il est nécessaire de se pencher sur la question de la dépendance de nos sociétés à l'égard des énergies fossiles (i.e. pétroles, charbon et le gaz naturel). Car, au-delà de la problématique des changements climatiques, se pose une autre question fondamentale : comment est-il possible de construire une société autour de ressources qui auront nécessairement un terme ? Il s'agit d'une question à laquelle nous aurions pu songer dès l'avènement de la mécanisation si nous avions fait de l'écologie. C'est dire à quel point elle est d'actualité. Mais, comme à notre habitude nous n'avons pas le courage et la lucidité de tout remettre en cause : notre politique du transport... nos modes de production... nos comportements... nos façons de « gérer » les territoires... Tout ! Il faudrait changer de paradigme.

Au contraire, la simple idée qui consisterait à devoir moins utiliser les voitures suffit à nous effrayer au point d'en devenir allergique à l'écologie, science pourtant salutaire pour l'humanité entière, et donc pour les générations futures que sont nos chères têtes blondes. Il faudrait économiser ou s'émanciper des énergies fossiles et, avant même d'en rejeter la responsabilité à un plus haut niveau, il ne faut pas perdre de vue que cela peut déjà se passer chez soi, sur le seuil de notre porte, dans nos jardins, nos maisons.

Mais ici, je vais devoir refaire un tour sur les priorités de bien trop d'entre nous. Prenons l'exemple de l'entretien du jardin : et oui, l'Homme est attaché à tous ses outils dits ultraperformants qui, soit

dit en passant, en plus d'être polluants génèrent également beaucoup de bruit (conflits de voisinage ?): la tondeuse, la débroussailleuse, le taille-haie, etc... Attention, le propos ne porte pas ici sur la nécessité d'utiliser ces outils, mais sur l'usage abusif que nous en faisons. Car l'Homme les aime tout autant que sa voiture. Ils sont pour lui un objet de niveau social, d'aisance. Aujourd'hui, le jardinage ne peut se concevoir sans ses « incontournables » outils. Et cela va même plus loin : il faut ab-so-lu-ment tout mécaniser. Prenons un exemple de cette hérésie du XXIème siècle qui consiste à faire en sorte que, plus la ressource en pétrole s'épuise, plus on conçoit des technologies qui en dépendent : le souffleur de feuilles. Le souffleur de feuilles est un appareil qui a pour but de projeter des feuilles mortes en l'air (de préférence par temps de grands vents) pour tenter de les mettre en tas afin de les ramasser. Je dis bien « tenter » parce que ce n'est pas toujours évident, mais l'Homme n'a pas trouver mieux pour faire joujou, argumentant une pénibilité moindre qu'avec un râteau. Bon, déjà, il faut avoir l'idée de ramasser de façon systématique (maniaque ?) les feuilles mortes. TOUTES les feuilles. Je ne parle pas de celles qui sont dans les allées ou sur les voies de communication, sécurité oblige (ah, Satané nature), mais aussi de toutes les autres, sur l'herbe ou sur les talus, sous les arbres dans les parcs urbains, privés, etc. Permettez-moi de poser cette question : mais pourquoi ? par esthétisme ? (Ce qui nous pose beaucoup d'autres questions mais impossible de traiter tous les sujets ici). Je ne peux alors m'empêcher de penser que pas plus qu'il n'est informé des changements climatiques, l'Homme n'a donc pas connaissance de l'intérêt des feuilles mortes qui, une fois dégradées, seront intégrées à la litière et viendront enrichir le sol en humus, et patati et patata... car s'il le sait, cela signifierait qu'il agit en connaissance de cause. Puis-je croire cela ? Préfère-t-il réellement enlever ces feuilles pour ensuite compenser avec apport d'engrais ou de terreau pour enrichir le sol en humus ?!? ... Mais comment envisager que ces agissements soient encore possibles de nos jours ? L'Homme n'a-t-il reçu aucun enseignement à l'école ? Ce sujet n'a-t-il jamais été traité sur internet ou dans les médias ?

Mais l'Homme, que je qualifierai volontiers dans ces cas-là de « Demolition man », n'est pas non plus connu pour sa subtilité. Il s'adonne à son occupation favorite en faisant de sa bêtise « une pierre, trois coups » : contribuer à sa manière à la pollution de l'air (le sujet qui nous intéresse ici), à la pollution du sol (rappelez-vous, l'engrais), et à la pollution sonore (dommage pour ceux qui aspirent à la tranquillité). Le souffle-feuilles donc : une invention stupide, pour une utilisation stupide, dans un siècle stupide, ... Vous l'aurez deviné, il s'agit d'un exemple parmi tant d'autres.

Pour résumer la situation, nous pourrions nous illustrer par ce vieil adage français : « *On n'a pas de pétrole, mais on a des idées* ». Toutefois, il est plus juste de préciser qu'on a encore du pétrole, et surtout les idées pour le gaspiller.

Et plus on change le climat, et plus on a des idées...

Il faut aussi arrêter de détruire la planète.

Nous avons une très fâcheuse tendance « à manger la banane par les deux bouts ». Car voyez-vous, d'un côté nous polluons au point de modifier le climat, et de l'autre nous détruisons et détériorons tous les écosystèmes capables de contribuer au maintien du climat : ça ne peut aller que plus vite... dans le mur ! Il est temps de préserver tout l'existant en matière d'espaces naturels, et même d'espaces agricoles, et de restaurer tout ce qui a pu être détruit ou dégradé... et là, il y'a du boulot pour tout le monde !

Alors, nos chers dirigeants pensent résoudre tout ça en un tournemain pendant une COP qui a duré deux semaines. Toute la misère de l'humanité résolue en moins de 15 jours. Il n'y a pas de doute, nous sommes bien au XXIème siècle et tous les ingrédients sont là pour le rappeler : la performance, l'orgueil, la prétention, le pansement sur la jambe de bois, la faculté d'éluder le vrai problème pour se pencher sur l'un des symptômes, l'incapacité de discernement et de rapprochement entre les choses... l'hypocrisie peut-être ? Ou la cupidité ? Encore elle ? A qui va-t-elle bénéficier ce coup-ci, à quel autre grand lobby financier ?

D'ailleurs, à propos de lobby, savez-vous qui étaient partenaires officiels de la COP21 ? Réponse : *Renault®-Nissan®*, entre autres. Ça ne s'invente pas. On pourrait toujours imaginer *Roundup®* partenaire officiel de la journée internationale de la biodiversité le 22 mai prochain.

On ne recule devant rien à la COP21, et surtout pas devant les faux-semblants : tous en costards-cravates, sourires aux lèvres, on se serre la paluche et tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais personne n'a envie de revoir son système, qui est toujours meilleur que celui de son voisin.

Nous avons mis en place entre nous tous, entre nations, mais aussi entre différents groupes d'une même nation, un système économique et social basé sur l'ultra-compétitivité et la superproduction. Notre critère essentiel pour dire qu'un pays se porte bien est la croissance. Nous sommes fiers d'être une puissance économique mondiale. Notre critère d'évaluation, qui est aussi notre critère d'évolution, ce n'est pas l'intelligence : c'est la quantité de richesses économiques amassées (grosso-modo le PIB), pas la quantité de richesses naturelles qu'on aura su préserver, et encore moins le BNB (Bonheur National Brut), indice préconisé par le roi du Bhoutan, Jigme Singye Wangchuck, en 1972.. Et ceux qui ne sont pas encore reconnus comme étant une « puissance économique mondiale » n'ont qu'à suivre les autres dans la décadence. Ils n'auront même pas à se soucier de savoir comment s'y prendre puisque nous allons nous-même nous charger de les « occidentaliser ». L'« *énorme potentiel solaire* » africain est pointé dès la deuxième journée de la COP21, et nos amis marocains se targuent déjà d'avoir dénaturé leurs paysages à coups de renforts d'infrastructures photovoltaïques ou éoliennes, pour la « bonne cause », comme nous. *Hollande* promet une aide substantielle au continent africain, notamment pour le développement d'énergies renouvelables. Faut-il y croire ? Faut-il croire que la France va venir en aide aux africains pour leurs besoins énergétiques, sans attendre quoi que ce soit en retour ? Peut-être. Quoi qu'il en soit, nous allons permettre au continent africain de reproduire le même schéma qu'en Europe ou ailleurs : produire toujours plus d'énergie en sacrifiant des espaces agricoles ou naturels... Dépenser des milliards d'euros pour installer des infrastructures qui nous priveront de terres effectivement ou potentiellement arables et/ou effectivement ou potentiellement naturelles. Ils nomment ça « *la transition énergétique* ».

Et les grands gagnants de cette cérémonie, nous les connaissions d'avance : ils avaient déjà le vent en poupe et le sourire solaire, si j'ose dire. Au cours de la COP21, *Daniel Bour*, le président d'*Enerplan* (le syndicat des professionnels de l'énergie solaire), se dit « *frappé par l'atmosphère extrêmement stimulante qui y règne* ». Et de constater que « *les énergies renouvelables sont littéralement incontournables dans le cadre de cette conférence* », « *la preuve que les énergies vertes sont devenues un élément indissociable des grands enjeux climatiques* ». Et bien oui, quand on confond le symptôme avec le problème de fond, on se trompe de solution. Et quoi de plus logique dans une société vénale que de porter crédit (dans tous les sens du terme) au développement de projets qui, sous couvert d'être « *verts* », auront surtout la couleur de l'argent. Il y'a effectivement de quoi trouver l'ambiance stimulante, non ?

Vous l'aurez donc compris, l'éolien et le photovoltaïque vont surfer sur la vague (celle des inondations ?) avec l'approbation des gouvernements, parfois celui des citoyens et, encore mieux, celui de certaines ONG. Les appels d'offres vont pleuvoir (autant que les pluies diluviennes), chacun jouant à qui mieux-mieux, présentant son projet clef en main, estampillé « *écolo* » ou « *vert* » ou « *durable* », qui n'aura de « *vert* » que le nom car c'est précisément sur le reste de verdure qu'ils s'installeront.

Leur créneau financier, ce sont les énergies renouvelables, des énergies générées par le vent ou le soleil, des énergies « *propres* » comme ils disent. « *Propre* », un terme passé dans les coutumes pour signifier qu'on dézingue sans plus rien laisser ou qu'on met une couche de peinture sur la misère. Car nous aimons nettoyer autour de nous, au point de créer un grand vide (adieu biodiversité !), à moins que nous soyons plus enclins à refaire le monde à notre image : de 500 à plus de 1000 tonnes de béton coulé par pied d'éolienne, sans compter l'armature en acier (jusqu'à 40 tonnes ou plus). Ainsi, le béton est plus « *propre* » que la terre, mais moins « *nourrissant* » tout de même. Proverbe indien culte: « *quand le dernier arbre aura été coupé, quand la dernière rivière aura été empoisonnée, quand le dernier poisson aura été attrapé, seulement alors, l'Homme se rendra compte que l'argent ne se mange pas* »... remarquez, il pourra toujours faire griller son maïs OGM sur les panneaux photovoltaïque.

In fine, j'estime que l'éolien et le photovoltaïque sont des business comme les autres, voire pires car favorisés par une situation d'urgence à partir de laquelle résultera des bénéfices. Leur fleuron de propagande est de présenter ces énergies renouvelables comme des alternatives honorables aux autres types de production d'énergie. Il n'en est rien pour la simple et bonne raison que ces parcs photovoltaïques ou éoliens sont implantés la plupart du temps sur des zones naturelles, ou agricoles, avec des incidences sur les milieux et sur les espèces animales et végétales. Pire encore, puisque la destruction ou la dégradation de ces milieux naturels en bouleverse leurs fonctionnalités biogéochimiques. En conséquence, ces milieux naturels qui contribuent normalement à l'accomplissement de grands cycles biogéochimiques, comme celui du carbone, vont à nouveau être mis à rude épreuve jusqu'à ce que leurs fonctionnalités soient réduites à néant.

Si nous reprenons l'idée que le changement climatique est un indicateur majeur de notre problème de base qu'est la destruction et la pollution de la planète, nous sommes alors dans une confusion totale vis-à-vis de l'éolien et du photovoltaïque. Ici encore, plutôt que de revenir au problème originel qui a engendré les changements climatiques, nous prévoyons de détruire encore plus la planète pour palier au symptôme, accentuant davantage notre problème originel (la destruction de la planète). Nous tournons en rond... ou, plutôt, nous sommes pris dans une spirale infernale.

La Nature est déjà mise à sac par une quantité incalculable d'activités humaines. L'urbanisation à outrance, l'agriculture intensive et nos « techniques » contemporaines d'agroforesterie détruisent, modifient ou dégradent à une vitesse effroyable notre environnement naturel.

L'implantation d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques s'ajoutera, et s'ajoute dès maintenant, à ce travail de destruction largement entamé. Finalement, ces infrastructures ne se présentent pas différemment que tout autre projet d'urbanisation ou de modification artificielle du territoire : elles sont même une preuve supplémentaire de notre propension à vouloir rentabiliser chaque parcelle de terrain, s'inscrivant ainsi dans la longue liste des innombrables facteurs d'atteintes portées à nos écosystèmes. Et c'est sans compter les dégâts directs dont font l'objet les populations d'oiseaux et de chauve-souris (éoliennes)... Encore une fois, pour tenter de résoudre un seul symptôme, nous allons continuer d'amplifier tous les autres (érosion de la biodiversité en premier lieu) sans pour autant jamais arrêter nos modifications, artificialisations et destructions des espaces sauvages.

Et les « bactéries » que nous sommes continuent de tout consommer dans la boîte de Pétri (la Terre) plutôt que d'arrêter leur consommation pour en préserver la capacité d'accueil. A ce propos, il faudra bien un jour traiter la très délicate question de la surpopulation humaine avec démocratie, subtilité, lucidité, délicatesse et même avec amour... avant justement que la haine, la compétition intra-spécifique (entre nous donc) et la Nature s'en chargent... dans la violence et la peine.

Le comble dans tout cela, c'est que cette politique d'énergies renouvelables est aussi admise par bon nombre d'écologistes. *Greenpeace* en premier lieu qui, au travers d'une pétition, a interpellé *François Hollande* avec comme revendication de :

« - raccorder 720 éoliennes par an, soit 60 par mois, au réseau électrique
- raccorder 8 km²/an de panneaux solaires photovoltaïques ».

Nous pouvons alors dire adieu aux friches, prairies et délaissés agricoles qui abritent aujourd'hui les derniers maillons d'une biodiversité, déjà mise à mal. Autre exemple, les réseaux sociaux tels que *Avaaz* ont fait circuler une pétition du même acabit : au 12 décembre 2015, plus de 600 000 signatures avaient déjà été recueillies pour « 100% d'énergies renouvelables ». Se posent-ils la question de savoir où nous allons installer ces générateurs d'énergies d'origines renouvelables ?

L'ironie dans cette situation, c'est que beaucoup de personnes aujourd'hui refusent l'implantation d'infrastructures éoliennes ou photovoltaïques lorsqu'elles se retrouvent directement impliquées : nuisances sonores (éoliennes) et visuelles, protection de leur « cadre de vie »,... Nous nous sentons suffisamment concernés pour réclamer « 100% d'énergies renouvelables », mais plutôt réticents pour que leurs moyens de production s'établissent chez nous, dans nos villages, nos paysages... N'est-ce pas paradoxal ? L'écologie (selon qui ?), oui ! Mais chez le voisin !

D'ailleurs, que penseriez-vous de cette mesure si elle était adoptée : la prévision d'un plan de financement par communes afin d'équiper de manière individuelle les administrés volontaires pour installer chez eux des panneaux photovoltaïques, sur leurs habitations et bâtiments, et des éoliennes accolées à leurs bâtis (sous réserve que ces dernières ne présentent aucun danger pour les populations animales locales). Le cas échéant, seraient uniquement impliquées et équipées les personnes qui optent pour les énergies renouvelables, à conditions bien entendu que ces dernières ne portent pas davantage atteintes aux espaces naturels. Attention, il va de soi que cette mesure ne saurait servir de prétexte à un étalage urbain soi-disant « écoresponsable » : l'« urbanisme durable » n'étant qu'une vue de l'esprit puisqu'il induit aussi une emprise spatiale supplémentaire sur nos espaces naturels et s'impose comme un des principaux facteurs de régression des écosystèmes.

Ainsi, à mon avis, la COP21 aura été un battage de plus pour faire la part belle à des lobbies financiers. Et quelle en est la conséquence certaine ? Continuer à détruire les milieux naturels et à les artificialiser !

Finalement, nous n'avons pas changé notre manière de faire, nous avons juste changé notre manière de paraître. A l'issue de la COP21, voici (enfin) un accord qui vient d'être adopté dans la joie et l'allégresse car « sous les vivats de la salle, ils se sont tous pris la main ». Quelle belle image... Et voilà nos dirigeants à l'abri de futures critiques pour avoir accomplis la rude et délicate tâche de

s'accorder de concert sur un texte aride et « incompréhensible » (à ce propos, voir l'excellent travail de Pierre Bayard, professeur de littérature française à l'université de Paris VIII et psychanalyste : « *Comment rendre un texte incompréhensible* ». Agenda de la pensée contemporaine, 10, printemps 2008. Dossiers « Les banlieues de la théorie ». Le texte est également disponible sur le site fabula.org). Et même lorsqu'il est plus ou moins « compréhensible » sur certains points énumérés, souvent le verbe qui introduit ces paragraphes prend alors toute son importance, dégageant insidieusement de tout engagement concret les parties concernées. J'en donne pour exemple le paragraphe 55 à la page 9 du fameux accord : la Conférence des parties « *Reconnaît l'importance de ressources financières adéquates et prévisibles, y compris des paiements liés à des résultats, s'il y a lieu, aux fins de la mise en œuvre de démarches générales et d'incitations positives visant à réduire les émissions imputables au déboisement et à la dégradation des forêts, du rôle de la conservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers, ainsi que d'autres modes d'action, tels que des démarches communes en matière d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrale et durable des forêts, tout en réaffirmant l'importance des avantages non liés au carbone qui sont associés à de telles démarches, et en encourageant la coordination de l'appui provenant, entre autres, de sources publiques et privées, bilatérales et multilatérales, telles que le Fonds vert pour le climat et d'autres sources, en application des décisions pertinentes de la Conférence des Parties* ».

Tout d'abord, si vous avez compris le paragraphe, bravo ! A la première lecture, cette phrase donne l'impression de n'avoir aucun sens. Il semble manquer une transition entre « *des forêts* » et « *du rôle* », à moins que « *du rôle* » se rattache à « *Reconnaît l'importance...* » (en début de phrase), ou alors la syntaxe demeure trop subtile en ce qui me concerne.

Après, si vous pensez comme moi que ce paragraphe incite surtout à préserver les milieux naturels, et notamment les forêts, pour leur rôle dans le cycle du carbone, vous êtes malheureusement comme moi, peut-être à côté de la plaque.

D'abord parce que « *les ressources financières adéquates* » et « *prévisibles* » (???), « *y compris des paiements liés à des résultats* » (quels résultats ?), « *s'il y a lieu* » devraient apparemment être attribuées « *aux fins de la mise en œuvre de démarches générales et d'incitations positives visant à réduire les émissions imputables au déboisement et à la dégradation des forêts* » : si j'ai bien tout suivi, là il est important de comprendre que vous aurez des financements si vous prévoyez de « *réduire* » (comment ???) les émissions de carbone qui sont « *imputables au déboisement et à la dégradation des forêts* ». En outre, le texte bénéficiera à qui saura s'en arranger : par exemple, de quelles « *émissions* » s'agit-il ? De celles d'hier ? De celles d'aujourd'hui ? De celles de demain ?

Ainsi ceux qui ont déjà fait le mal consécutivement au « *déboisement et à la dégradation des forêts* » pourraient éventuellement se racheter (ou se vendre d'ailleurs, puisqu'ils pourraient être financés) par « *la mise en œuvre de démarches générales et d'incitations positives visant à réduire les émissions* ». Donc pour eux, c'est « tout bénéf », parce qu'après avoir tiré profit du « *déboisement et* » de « *la dégradation des forêts* », il y'aura encore du pognon à se faire en essayant d'obtenir des « *ressources financières* ». C'est le jackpot !

Pour ceux qui ont, et qui auront, l'intention de procéder au « *déboisement et à la dégradation des forêts* », rien ne semble empêcher cette action à partir du moment où ils mettront en œuvre des « *démarches générales...* ». Ce sera le jackpot !

A moins qu'on vienne titiller leur conscience, ce dont je doute, en les sensibilisant sur la suite du paragraphe : « *... rôle de la conservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers, ainsi que d'autres modes d'action, tels que des démarches communes en matière d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrale et durable des forêts* ». Il faudrait déjà que nous soyons tous persuadés du « *rôle de la conservation et de la gestion durable des forêts* » et que nous ayons tous la même compréhension de ce que sous-entend le « *renforcement des stocks de carbone forestiers* ». Par exemple, quand on sait que 75% de la forêt française est privée, comment ces « *mesures* » pourraient-elles s'appliquer concrètement, ne serait-ce que sur notre propre territoire ? Et comme laisser des arbres debout ou laisser vieillir une forêt ne s'intègrent pas dans la conception que nous avons de la gestion forestière, essentiellement programmée selon une vision à court terme, on n'est ni prêt de conserver et gérer durablement les forêts, ni prêt de renforcer les stocks de carbone forestiers (et les autres stocks de carbone dont on ne parle pas : qu'en advient-il des zones humides, prairies, friches, etc. ?).

N'étant pas clair non plus sur le fait que les « *ressources financières adéquates* » et « *prévisibles* » (???) pourraient être aussi attribuées aux « *démarches communes en matière d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrale et durable des forêts* », le texte inciterait surtout à compenser

par d'autres alternatives la perte de fonctionnalités de forêts qui ont été, sont ou seront déboisées, et qui ne pourront donc plus jouer le rôle de « capteurs » de carbone : ce qui n'arrêterait en rien la déforestation, bien au contraire puisque l'accord nous servirait sur un plateau une excuse pour le faire. C'est à la fois une bonne et mauvaise nouvelle pour les forestiers, qui pourront continuer à faire du petit bois avec nos forêts primaires ou anciennes à condition de ne pas brûler les « excédents de coupe » comme ils avaient l'habitude de le faire. N'empêche que ça avait l'air « vachement » bien parce qu'il était question de « *gestion intégrale et durable des forêts* », des mots qui semblent être faits pour rassurer tout le monde mais qui veulent tout et rien dire à la fois, surtout quand on a prévu quelques lignes avant « *la mise en œuvre de démarches générales et d'incitations positives visant à réduire les émissions imputables au déboisement et à la dégradation des forêts* », soit une préférence affirmée à la guérison plutôt qu'à la prévention. La suite est tout aussi affligeante et illustre un profond manque de pragmatisme : « *tout en réaffirmant l'importance des avantages non liés au carbone qui sont associés à de telles démarches* ». Là, on sent qu'ils se sont longuement concertés entre eux à propos « *des avantages non liés au carbone* » pour en arriver à l'intégrer au paragraphe sans avoir à préciser de quoi il s'agit (Du maintien de la biodiversité ? Du maintien des paysages ? Du maintien d'un microclimat local ? Du rôle des forêts dans la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau ? ...). Pour clore ce chapitre, vous remarquerez donc que l'ensemble dudit paragraphe est introduit par le verbe reconnaître (la Conférence des parties « *reconnait...* »). Ce qui nous fait une « belle jambe » parce que, même si vous avez compris la totalité du paragraphe, vous n'êtes même pas sûr que l'action suivra le propos dans la mesure où on ne s'engage pas mais on se contente de « *reconnaitre* ».

Il y'en a 39 pages comme ça !

Peut-être que certains diront que c'est mieux que rien (ceux-là je les prie de bien vouloir m'expliquer l'ensemble de l'accord)... Pour ma part, il me semble plus juste de dire que nous sommes dans la continuité du rien.

Seulement voilà, est-ce que la Conférence des Parties pouvait se permettre un nouveau « *fiasco* », identique à celui de la COP de Copenhague (COP15 de décembre 2009) ? Certainement non. Alors voilà qu'un texte vient nous sauver, éludant nos problèmes majeurs (la destruction de la planète, l'emprise spatiale de l'humanité trop conséquente, la capacité d'accueil limitée de notre planète et donc le problème de surpopulation qui en découle), n'abordant que trop partiellement à mon goût les problèmes de pollution et entérinant l'« *abandon progressif des énergies fossiles* » au profit des énergies renouvelables. Nous n'allons pas régler le problème, nous allons le déplacer ou plus précisément nous allons changer d'alternatives pour le creuser davantage. Quant à l'abandon des énergies fossiles, voilà que la première contradiction de cet accord est levée : comment est-il possible de promettre ça en même temps que nous nous ingénions à inventer toujours plus d'outils dépendant de ces mêmes énergies fossiles (rappelez-vous, le souffle-feuilles). Et quand bien même nous ferions appel aux « *biocarburants* » (bio ? tout reste à prouver), la principale question ne demeurerait-elle pas toujours la même : où allons-nous les produire (sur nos espaces naturels et agricoles ?) et comment (avec des tracteurs qui fonctionneront aux biocarburants ?) ? Alors qu'une partie de la planète crève encore de faim (même dans nos rues occidentales) et que nous sommes face à un grand désastre écologique généré par l'humanité, nous tenons absolument à garder le cap sur nos comportements énergivores au point de faire passer notre confort (pour ceux qui y ont droit) avant la survie de nos enfants, de nos petits-enfants.

Or, nos priorités devraient être :

- Préserver l'existant d'espaces naturels parce que nous en dépendons ;
- Restaurer quantitativement les milieux naturels (et les espèces animales et végétales) que nous avons détruits, dégradés, modifiés, pollués ou artificialisés ;
- Modifier nos systèmes de production et d'exploitation (revenir à des structures à taille humaine, employant de la main d'œuvre, réduisant au maximum la mécanisation, tenant compte des interactions avec l'environnement, privilégiant la qualité à la quantité et donc le savoir-faire aussi, etc...) ;
- Etre solidaire des peuples en difficultés, les aider à exploiter les ressources dont ils disposent, sans les dilapider ;
- Faire de même avec nous-mêmes en terme de dilapidation des ressources ;
- De manière générale : adapter l'économie à l'environnement naturel et non l'inverse ;
- Faire en sorte de baser l'économie mondiale sur ce dernier précepte, ce qui donnerait en l'occurrence : ici, je produis de manière qualitative et écologique (en prenant en compte mes

- interactions avec les systèmes naturels), ce qui peut être produit en fonction des conditions pédoclimatiques et écologiques offertes (qui sont toutefois en majeure partie à restaurer) ;
- Le point ci-dessus nous renvoie à la façon dont nous devrions organiser nos échanges mondiaux : il ne s'agirait plus de compétition (je produis la même chose que mon voisin, en plus grande quantité, même si je dois pour cela détruire ou modifier considérablement mon environnement), mais bien d'échanges : j'offre à mon « voisin » une denrée que je peux produire ici, en tenant compte de mes interactions avec l'environnement naturel et, réciproquement, en retour il m'offre une denrée qu'il produit dans les mêmes circonstances ;
 - Ne plus baser notre économie mondiale sur quelques denrées (maïs, blé, colza,...) mais faire en sorte de cultiver, élever et exploiter (de manière raisonnée et écologique) l'ensemble du potentiel dont nous disposons par régions écologiques, ce qui favoriserait par ailleurs la mise en œuvre du point précédent ;
 - Réintroduire dans les modes de production des races rustiques (animaux et végétaux), également menacées de disparition (point qui trouve une cohérence avec les deux précédents) ;
 - Préserver, voire même restaurer, les spécificités culturelles, paysagères, gastronomiques, sociétales, de chaque région du globe. Ce qui nous amène à aller à l'encontre de l'uniformisation globale dans laquelle nous nous retrouvons, uniformisation palpable dans chaque domaine de nos sociétés (économique, environnemental, culturel, ...) ;
 - Réfléchir ensemble à la manière dont il faut occuper cette planète pour stopper l'emprise spatiale (urbaine, agricole, ...) permanente, omniprésente, conséquente et incessante de l'humanité ;
 - Réfléchir à la construction de microsociétés locales et solidaires, génératrices d'emplois en lien avec un artisanat, une agriculture, une agroforesterie telles que définies dans les points précédents, soit soucieuses en permanence de leurs interactions avec la Nature ;
 - Sortir les gens de la rue, abolir la misère en leur offrant un toit et un emploi. Et pour cela investir dans la création, entre autres, de métiers en lien avec notre problématique principale : des agents, des techniciens et des ingénieurs en charge de préserver et restaurer les écosystèmes, les paysages, la biodiversité et les ressources naturelles, et pourquoi pas de les exploiter avec raison et sagesse ;
 - Veiller au bien-être des populations (accès à l'eau, accès à la nourriture, accès au gîte et au couvert... aborder les questions de pénibilité au travail dans une politique de dé-mécanisation des processus de production... offrir un savoir-faire... offrir l'accès à la culture... etc.) et aussi au bien-être animal (l'homme se doit d'offrir les conditions satisfaisantes aux animaux qu'il élève, ...)
 - Respecter le monde qui nous entoure : nos semblables, nos ressources, la nature, les animaux et les plantes... ;
 - ...

En résumé, toutes ces actions c'est faire de l'écologie. Mais faire de l'écologie, c'est aussi faire de l'humanitaire et apprendre que l'argent n'est pas la seule valeur en ce monde... Il y'a aussi l'amitié, l'empathie, la loyauté, le courage, la générosité, la sagesse, ... Et il y'a aussi et surtout la Nature qui nous entoure, dont nous dépendons, car elle nous permet de tenir debout, de respirer, de boire, de manger, de vivre... et de donner la vie, mais à quoi bon si nous n'avons rien de bon à offrir à ceux qui nous succèderons.

Alors, nous devons stopper immédiatement la pollution et la destruction de la nature et la dilapidation de nos ressources naturelles.

Parce que nous sommes tous responsables de l'état actuel de la planète.

Parce que notre survie à tous est engagée.

Parce que la capacité d'accueil de notre Terre est limitée.

Parce que les conséquences de nos actes affectent toutes les ethnies, toutes les cultures, toutes les régions du globe, toute la biodiversité, toute la diversité.

Parce que le problème est universel et global, tout autant que nos symptomatiques changements climatiques.